

CA2PQ
CC20
-A56

Les
**PUBLICATIONS
DU QUÉBEC**

Gouvernement
Publications

Bureau de révision en immigration

**Rapport
annuel
1991-1992**



Bureau de révision en immigration

Rapport
annuel
1991-1992

Le contenu de cette publication a été rédigé par
le Bureau de révision en immigration

Cette édition a été produite par
Les Publications du Québec
1279, boulevard Charest Ouest
Québec (Québec)
G1N 4K7

Dépôt légal — 3^e trimestre 1992
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN : 2-551-15277-1
ISSN : 1192-1889
© Gouvernement du Québec

AOK 5909

Monsieur Jean-Pierre Saintonge
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement
Québec


Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre le premier rapport du Bureau de révision en immigration pour l'exercice financier 1991-1992.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

La ministre des Communautés culturelles
et de l'Immigration et vice-présidente
du Conseil du trésor,

Monique Gagnon-Tremblay



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114694441>

Madame Monique Gagnon-Tremblay
Ministre des Communautés culturelles
et de l'Immigration et vice-présidente
du Conseil du trésor
360, rue McGill
Montréal (Québec)
H2Y 2E9

Madame la Ministre,

Conformément aux dispositions de l'article 39 de la *Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration* (L.R.Q., c. M-23.1), j'ai l'honneur de vous présenter le premier rapport des activités du Bureau de révision en immigration.

Ce rapport couvre la période du 1^{er} avril 1991 au 31 mars 1992.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma plus haute considération.

La directrice générale,

Johanne Senécal

Montréal, septembre 1992

Table des matières

Introduction 9

Partie I

Le Bureau de révision en immigration et son mandat 11

- 1.1. La Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration 11
- 1.2. Le mandat du Bureau de révision en immigration 11

Partie II

L'organisation du Bureau de révision en immigration 13

- 2.1. Organisation générale 13
- 2.2. Les ressources humaines 13
- 2.3. Les ressources financières et matérielles 14

Partie III

Les activités du Bureau de révision en immigration 15

- 3.1. Information et assistance 15
- 3.2. Le greffe 15
- 3.3. L'adjudication 15
 - 3.3.1. Les audiences 15
 - 3.3.1.1. Les parties en présence 15
 - 3.3.1.2. La représentation du demandeur par un tiers 16
 - 3.3.1.3. Le rôle d'audiences 16
 - 3.3.1.4. Assistance d'un interprète 16
 - 3.3.2. Procédure écrite 16
 - 3.3.3. Les décisions 16

Annexes

- 1. Décisions importantes 17
- 2. Règles de preuve, de procédure et de pratique du Bureau de révision en immigration 20
- 3. Décret concernant les ressources humaines, financières et matérielles du Bureau de révision en immigration 22

Introduction

Le 1^{er} avril 1991, est entré en vigueur l'*Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des Aubains* (Gagnon-Tremblay/McDougall).

Cet Accord confirme la maîtrise d'oeuvre exclusive du Québec sur la sélection des immigrants indépendants se destinant à son territoire. Il prévoit également que le Québec est le seul responsable de la fixation et de l'application des normes financières, lorsque requises, pour qu'un résident du Québec parraine la demande de résidence permanente d'un membre de sa famille, de même que du suivi des engagements alors acceptés.

En vertu de l'Annexe « A » de l'Accord, le Québec s'est engagé à offrir un mécanisme de révision des décisions qu'il rend dans l'exercice des responsabilités qui lui sont conférées. Ainsi, le 1^{er} avril 1991, est également entrée en vigueur la *Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration* (1991, c.3) et est alors créé le Bureau de révision en immigration.

De plus, dans le but d'exercer pleinement ses nouvelles responsabilités en matière de sélection, le Québec, en modifiant la *Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration* (L.R.Q., c.M-23.1) (la Loi), a accordé au ministre le droit d'annuler, dans des circonstances bien précises, un certificat de sélection, un certificat d'acceptation ou encore un engagement déjà souscrit. Il s'agit d'un nouveau pouvoir pour lequel le gouvernement a également prévu le droit, pour une personne qui s'estime lésée, de demander la révision d'une telle décision.

Partie I

Le Bureau de révision en immigration et son mandat

1.1. La Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration

Le 1^{er} avril 1991, en application du récent Accord Canada-Québec, signé le 5 février précédent, entre en vigueur la *Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration*.

Un organisme est ainsi institué sous le nom de Bureau de révision en immigration.

Dans ses articles 17 à 39, la Loi modifiée prévoit la composition et l'organisation administrative du Bureau de révision, définit son champ de compétence et décrit les modalités d'exercice du recours en révision.

Quatre catégories de décisions du ministre sont ainsi susceptibles d'être révisées.

C'est le cas en premier lieu des décisions de refus de demandes d'engagement. Ces demandes sont déposées le plus souvent par un résident du Québec, le futur garant, au soutien de la demande d'immigration d'un membre de sa famille demeurant à l'étranger. Afin d'être acceptées, ces demandes doivent répondre à certains critères notamment financiers, qui permettent au ministre de s'assurer que le garant pourra fournir l'assistance nécessaire au nouveau venu durant sa période d'intégration au Québec.

Le Bureau de révision a donc compétence pour réviser les refus de ces demandes, sur la requête des candidats-garants qui en contestent le bien-fondé.

Le Bureau de révision a également le pouvoir de réviser trois types de décisions d'annulation prises par le ministre. En effet, par la même loi modificatrice, le ministre a été investi du pouvoir d'annuler des documents déjà émis, dans des cas d'erreur, de fraude ou si les conditions requises pour leur émission ont cessé d'exister.

Le ministre peut tout d'abord annuler des engagements antérieurement acceptés, dans le cadre de la procédure de parrainage d'un parent.

Il peut annuler aussi des certificats de sélection (CSQ) émis aux ressortissants étrangers qui désirent s'établir au Québec de façon permanente.

Il peut annuler enfin des certificats d'acceptation (CAQ) émis aux personnes qui désirent séjourner temporairement au Québec, que ce soit pour y pour-

suivre des études, y occuper un emploi ou y recevoir des traitements médicaux.

Ainsi un garant dont l'engagement est annulé ou un ressortissant étranger dont le CSQ ou le CAQ connaît le même sort dispose d'un recours devant le Bureau de révision.

1.2. Le mandat du Bureau de révision en immigration

La Loi a confié au Bureau de révision, à l'exclusion de tout autre tribunal, la révision de certaines décisions du ministre.

À cette fin, le Bureau de révision est tenu d'entendre les parties, à moins qu'elles n'aient choisi une procédure écrite pour faire valoir leurs prétentions.

Il lui appartient alors d'examiner les décisions en litige afin de vérifier si, en fait et en droit, elles ont été prises conformément à la législation en vigueur et aux principes de droit qui régissent les actes de l'Administration.

Le Bureau de révision est donc investi des mêmes pouvoirs que le ministre dans l'appréciation de ces cas et se doit d'appliquer les mêmes critères et de considérer les mêmes circonstances que celles qui prévalaient lors de la prise de la décision contestée.

À l'issue de cet examen, le Bureau de révision est habilité par la Loi à confirmer, modifier ou infirmer la décision contestée.

Sa décision est finale et sans appel, et ne pourra être révisée que par le Bureau lui-même, dans certaines circonstances précisées par la Loi.

D'autre part, le Bureau de révision demeure soumis au recours extraordinaire en évocation devant la Cour supérieure, prévu par le Code de procédure civile dans les cas de défaut ou d'excès de compétence.

Partie II

L'organisation du Bureau de révision en immigration

2.1. Organisation générale

La Loi stipule que le Bureau de révision est composé d'un membre, nommé par le gouvernement pour un mandat d'au plus cinq ans. La nomination d'au plus deux membres additionnels est également prévue, auquel cas un président est alors désigné par le gouvernement. C'est alors au président qu'incombe la direction générale de l'organisme, ou au membre unique.

Le Bureau de révision est actuellement composé d'un seul membre qui assume à ce titre les fonctions d'adjudication, depuis l'audience jusqu'à la décision. Il est également responsable de la direction générale de l'organisme, et à ce titre, il coordonne l'ensemble des activités administratives et financières de l'organisme. Il répartit et supervise le travail du personnel mis à la disposition du Bureau de révision.

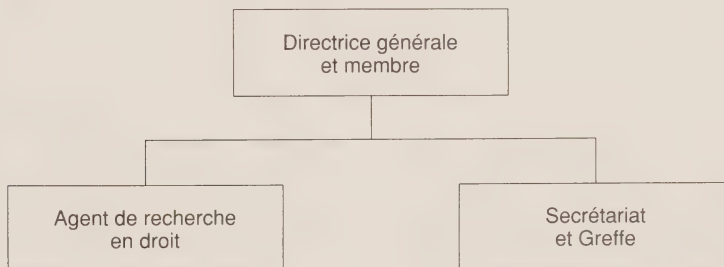
Tel que prévu par la Loi, le Bureau de révision a établi son siège sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal, au 7^e étage du 2055 de la rue Peel. L'emménagement dans ces locaux a eu lieu le 25 octobre 1991.

2.2. Les ressources humaines

La Loi instituant le Bureau de révision a prévu que le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration mette à sa disposition, dans la mesure et aux conditions déterminées par le gouvernement, les ressources humaines requises.

Ainsi, pour assister la directrice générale et membre, le gouvernement a jugé nécessaire d'allouer deux employés réguliers pour l'année 1991-1992, soit un agent de recherche en droit et un agent de secrétariat. Ces postes ont été attribués par le Décret 966-91 (10 juillet 1991, G.O.Q. 1991.II.4211) reproduit à l'annexe 3.

Organigramme du Bureau de révision en immigration au 31 mars 1992



2.3. Les ressources financières et matérielles

Tout comme les ressources humaines, ces ressources, déterminées par le gouvernement, doivent être mises à la disposition du Bureau de révision par le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Conformément au Décret 966-91 du 10 juillet 1991, un montant de 300 000 \$ a ainsi été identifié à même les crédits du ministère pour répondre aux besoins du Bureau de révision (voir annexe 3). La direc-

trice générale gère ce budget total, réparti entre deux éléments de programme du budget du ministère. Un montant de 174 200 \$ a été prévu pour les traitements et les dépenses de fonctionnement à l'élément 4. À même l'élément 3, un montant de 125 800 \$ a été réservé pour couvrir les frais de loyer, d'aménagement, de téléphonie et d'ameublement.

État des crédits et des dépenses Bureau de révision en immigration au 31 mars 1992

Catégories	Budget original	Budget modifié '000 \$	Montants dépensés
I. Traitements réguliers (01)	156,2	131,1	59,8
Autres rémunér. (02)	—	25,1	25,1
II. Fonctionnement et autres dépenses			
Transports / Comm. (03)	14,0	14,0	4,5
Services (04)	10,0	7,3	6,5
Entretien / répar. (05)	50,0	50,0	89,4
Loyers (06)	30,0	30,0	23,5
Fournitures (07)	13,3	13,3	9,4
Équipements (08)	12,5	15,0	15,2
III. Capital:			
Équipement (08)	14,0	14,0	1,2
IV. Transferts	—	—	—
V. Prêts et avances	—	0,2	—
TOTAL	300,0	300,0	234,6

Partie III

Les activités du Bureau de révision en immigration

3.1. Information et assistance

Ce premier domaine d'activités a été crucial lors des premiers mois d'implantation du Bureau de révision. Il était en effet essentiel de fournir à la clientèle et à ses représentants des renseignements adéquats et détaillés sur le nouvel organisme et le nouveau recours instaurés par la Loi.

Le personnel du Bureau de révision a donc mis l'accent sur la communication par écrit, par téléphone ou en personne, des renseignements permettant aux administrés et, le cas échéant, à leurs représentants, de faire valoir tous leurs moyens pour contester la décision du ministre. Ceci inclut le droit d'être assisté d'un avocat ou d'un interprète, le déroulement des diverses étapes de la procédure, ou encore les principes directeurs dégagés par les décisions déjà rendues. Notamment au stade du dépôt de la demande, toute l'assistance requise est fournie à ceux qui en manifestent le besoin.

Parmi les projets à moyen terme, signalons la préparation actuellement en cours d'une brochure de présentation du Bureau de révision, de ses champs de compétence ainsi que du déroulement du recours. Cette brochure sera distribuée aux éventuels demandeurs et leur permettra d'initier la procédure et de participer à ses différentes étapes en pleine connaissance de cause.

3.2. Le greffe

Les premiers mois d'opération du Bureau de révision ont également été consacrés à la mise sur pied des rouages de son greffe. Il s'agissait de concevoir et mettre en application les diverses procédures et outils de gestion et de contrôle relatifs à la bonne marche de cet organe vital du Bureau de révision. Son rôle essentiel est en effet de constituer les dossiers de demande et d'en assurer le bon cheminement jusqu'à leur fermeture, d'élaborer et tenir à jour les rôles d'audiences, de coordonner les besoins en interprètes, et enfin, de transmettre aux parties les décisions rendues et d'en assurer la conservation.

Au 31 mars 1992, le greffe avait reçu 109 demandes de révision et procédé à la fermeture de 45 dossiers. Dans 30 de ces dossiers, une décision a été rendue par le Bureau de révision. Dans 14 autres, un désistement a été déposé par la partie demanderesse alors qu'un dernier a été jugé irrecevable, la demande étant sans objet.

Il est à noter que 9 de ces 14 désistements ont été justifiés par le règlement du dossier en faveur du demandeur ou du requérant principal, entre le dépôt de la demande et l'audience. Deux autres désistements ont été requis, les demandes de révision n'ayant pas été valablement formées; les trois derniers demandeurs se sont désistés pour des motifs personnels.

Demandes reçues et réglées du 1^{er} avril 1991 au 31 mars 1992

Total des demandes reçues	109
• Engagement refusé	108
• Engagement annulé	1
• CSQ annulé	0
• CAQ annulé	0
Total des demandes réglées	45
• Par décision du B.R.I.	30
• Par désistement	14
• Autres:	
• Abandon	0
• Sans objet	1
Dossiers en traitement	64

3.3. L'adjudication

3.3.1. Les audiences

3.3.1.1. Les parties en présence

Les audiences sont tenues conformément aux dispositions des *Règles de preuve, de procédure et de pratique du Bureau de révision en immigration* (D.467-91, 10 avril 1991, G.O.Q. 1991.II.2070) qui prévoient un certain formalisme, tout en lui permettant d'agir de façon souple et adaptée aux circonstances de chaque espèce (voir annexe 2). Le respect des règles de justice naturelle impose néanmoins un processus contradictoire, c'est-à-dire lors duquel les deux parties au litige sont présentes, chacune soumettant son argumentation et ses prétentions et pouvant appeler des témoins.

Le demandeur et, le cas échéant, son représentant, sont donc présents et participent aux débats. Quant au ministre, il est représenté par un des juristes de la Direction des affaires juridiques du ministère.

3.3.1.2. La représentation du demandeur par un tiers

La partie demanderesse peut se présenter seule devant le Bureau de révision ou être assistée d'un avocat. Au 31 mars 1992, 6 demandeurs ont été ainsi assistés lors de leur audience.

Le demandeur peut également être représenté par un parent ou un organisme à but non lucratif, s'il est à l'extérieur du Québec au moment de l'audition. Afin d'être entendu en lieu et place du demandeur, le mandataire devra fournir au Bureau de révision un mandat écrit, signé par le demandeur, confirmant la gratuité du mandat. Au 31 mars 1992, aucun demandeur n'avait eu recours à ce mode de représentation.

3.3.1.3. Le rôle d'audiences

Les audiences sont tenues deux jours par semaine, une semaine sur deux. Trois demandes sont entendues chaque jour. Le rôle mensuel prévoit donc 12 audiences auxquelles peuvent s'ajouter 4 remises, si nécessaire.

Les premières audiences ont eu lieu le 19 novembre 1991, et au 31 mars 1992, le Bureau de révision en avait tenu 38.

Bien que la Loi prévoie la possibilité pour le Bureau de révision de siéger à tout endroit au Québec, la plupart des audiences a été tenue au siège du Bureau de révision à Montréal. En effet, dans deux cas seulement, la partie demanderesse résidait à l'extérieur de la région métropolitaine. Le Bureau de révision a alors siégé au Palais de Justice de leur localité.

Dans 6 cas seulement, la partie demanderesse, bien que dûment convoquée, ne s'étant pas présentée à l'ouverture, le Bureau de révision a procédé à la révision de la décision *ex-parte*.

Audiences tenues en 1991-1992

Total des audiences tenues	38
• Remises accordées	10
• Ajournements	2
Lieu de l'audience: • Montréal	36
• Hull	2
• Autres	0
Demandeurs représentés par avocat	6
Demandeurs assistés d'un interprète	14

3.3.1.4. Assistance d'un interprète

L'article 9 des *Règles de preuve, de procédure et de pratique du Bureau de révision en immigration* (voir annexe 2), prévoit que celui-ci fournit, sans frais, les services d'un interprète au demandeur qui en fait la demande.

Au 31 mars 1992, 14 audiences ont été tenues avec l'assistance d'un interprète.

Langue interprétée au cours des audiences tenues en 1991-1992

Arabe	2
Cantonnaï	2
Espagnol	2
Grec	1
Laotien	1
Portugais	1
Tamoul	1
Turc	2
Vietnamien	2
TOTAL	14

3.3.2. Procédure écrite

En vertu de l'article 32 de la Loi, une partie peut renoncer à être entendue ou choisir d'exposer ses prétentions par écrit. Au 31 mars 1992, 4 des 109 demandeurs avaient opté pour ce mode de traitement.

3.3.3. Les décisions

En vertu de l'article 33 de la *Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration*, la décision du Bureau de révision doit être écrite et motivée. Il en découle que dans la majorité des cas, le Bureau de révision prend le dossier en délibéré suite à l'audience et transmet par la suite copie de sa décision aux parties. Toutefois, dans quelques cas particuliers, le Bureau de révision a prononcé séance tenante sa décision, en présence des parties et leur en a ultérieurement transmis la version écrite.

Au 31 mars 1992, 30 décisions ont été rendues dont 25 confirment la décision en litige, alors que 5 l'infirmement.

La durée moyenne s'écoulant entre le dépôt de la demande de révision et la décision du Bureau de révision était alors de 143 jours, soit près de 5 mois.

Divers instruments de référence juridique ont été développés pour l'usage interne du Bureau de révision. De même, des dispositions ont été prises pour permettre aux intéressés de consulter sur place les décisions déjà rendues. Plusieurs modes de diffusion des décisions sont en cours d'étude.

Annexes

Annexe 1. Décisions importantes

Gay c. Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration (12 décembre 1991), B.R.I. 91-001.

La demanderesse requiert la révision du refus de sa demande d'engagement en faveur de sa mère, de sa soeur et de son neveu qu'elle désire parrainer. Le ministère avait en effet considéré ses revenus inférieurs au minimum requis par l'article 45 du *Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers*. Ne contestant pas l'évaluation du ministère, elle tente d'invoquer au soutien de sa demande de révision des motifs à caractère humanitaire.

Or, les pouvoirs du Bureau de révision sont précisés à l'article 33 de la *Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration* et le législateur n'y a pas indiqué expressément un pouvoir d'appréciation des motifs humanitaires. Le motif soulevé n'est donc pas valable et le Bureau de révision confirme la décision du ministère, puisque la demanderesse n'a pas démontré qu'elle avait la capacité financière requise pour respecter l'engagement souhaité.

Philippe c. Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration (18 décembre 1991), B.R.I. 91-009.

La demanderesse requiert la révision du refus de sa demande d'engagement en faveur de sa mère et de sa soeur, qu'elle désire parrainer.

Le ministère a d'abord tenté de démontrer que le Bureau de révision n'avait pas compétence pour entendre la demande, vu l'absence de motifs au formulaire de demande, en contravention de l'article 27 de la *Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration*, qui demande un exposé des motifs. Cependant, le Bureau de révision a distingué les deux parties de l'article 27. La première impose le dépôt d'une demande écrite dans un délai prescrit. La seconde partie est de nature plutôt indicative et mentionne ce que devrait contenir la demande. Le Bureau de révision voit cette partie de l'article comme visant la forme du droit de recours plutôt que le fond. Puisque le législateur ne s'est pas prononcé expressément sur les conséquences d'un formulaire de demande de révision incomplet, le Bureau de révision ne peut en déduire qu'un tel défaut priverait le demandeur de son re-

cours. D'ailleurs, lorsque l'administré reçoit la lettre de refus qui l'informe de son recours en révision, il ne connaît pas les motifs détaillés de ce refus, si ce n'est qu'il ne possède pas les ressources financières requises selon le *Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers*.

Par ailleurs, la jurisprudence a confirmé que les tribunaux administratifs étaient liés par la règle de justice naturelle *audi alteram partem*, c'est-à-dire qu'aucune partie ne peut être jugée sans être entendue. Le Bureau de révision accueille donc la demande, puisque la demanderesse a clairement manifesté son désir d'être entendue, en déposant sa demande de révision.

Quant à la demande de révision en soi, la demanderesse avait antérieurement déposé une première demande de parrainage en faveur des mêmes personnes, dont son conjoint était cosignataire. Cette demande avait été acceptée en 1988. Deux ans plus tard, le dossier étant toujours en cours de traitement à l'étranger, la demanderesse est reconvoquée par le ministère pour initier une nouvelle demande d'engagement. Cette seconde demande est refusée, à la suite de l'évaluation financière.

Or, le *Règlement* ne prévoit aucune durée de validité de l'engagement. Le Bureau de révision souligne que les articles 46.1 et 46.2 prévoient que le garant est lié par l'engagement dès qu'il signe le formulaire et que par ailleurs, ses obligations prennent effet dès que la personne qu'il parraine obtient le statut de résident permanent. De plus, en l'espèce, on ne pourrait prétendre que l'engagement valide depuis 1988 était devenu caduc selon l'article 46.3 du *Règlement*. La directive du ministère qui prévoit qu'un formulaire d'engagement n'est valide que pour deux ans n'est appuyée par aucune disposition du *Règlement*. Aucun texte ne justifiait la reconvoque de la garante afin de « renouveler » l'engagement. Le premier engagement est toujours valide. La décision du ministère est infirmée.

Benjamin c. Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration (20 février 1992), B.R.I. 92-010.

La demanderesse requiert la révision du refus de sa demande d'engagement en faveur de son père qu'elle désire parrainer. Le ministère avait en effet considéré ses revenus inférieurs au minimum requis par l'article 45 du *Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers*.

Le Bureau de révision a tout d'abord inclus certains revenus de placements dont n'avait pas tenu compte le ministère. Quant aux revenus d'emploi, le Bureau de révision réajuste le salaire retenu, considérant que le ministère aurait dû tenir compte de la modification de salaire acquise en cours d'année, en l'espèce une augmentation, pour déterminer le salaire annuel de la demanderesse, plutôt que de s'en tenir au salaire cumulatif à la date de l'évaluation. Malgré ces ajustements, le Bureau de révision conclut à l'insuffisance des ressources financières de la demanderesse.

Cependant, lors de l'entrevue, la demanderesse avait mentionné qu'elle était en attente d'un emploi plus rémunérateur, qu'elle a effectivement obtenu postérieurement à la décision du ministère. En effet, la requérante avait signifié au ministère son intention de postuler pour un poste ouvert, qu'elle avait de bonnes chances d'obtenir, compte tenu de la procédure établie en matière de relations de travail chez son employeur. Le Bureau de révision ne peut toutefois pas tenir compte de ce fait puisqu'il ne pouvait être considéré lors de l'évaluation. Le ministère était justifié de ne pas considérer l'intention de postuler pour un autre poste, car rien ne permettait d'être assuré à ce moment que ces démarches se concrétiseraient à court terme. Au mieux, bien que cet élément n'ait pas été soulevé à l'audience, le ministère aurait alors pu suspendre l'étude de la demande dans l'attente d'une confirmation du nouvel emploi. La décision du ministère est confirmée.

Freeman c. Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration (23 mars 1992), B.R.I. 92-011.

La demanderesse requiert la révision du refus de sa demande d'engagement en faveur de sa fille qu'elle désire parrainer. Le ministère avait en effet considéré ses revenus inférieurs au minimum requis par l'article 45 du *Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers*.

La demanderesse a déjà parrainé ses deux autres enfants qui travaillent depuis leur arrivée au Québec et participent aux dépenses du foyer.

Elle demande au Bureau de révision d'évaluer sa capacité financière, en tenant compte de la contribution financière des enfants déjà au Québec et ce, en vertu de l'article 44 du *Règlement*, qui énonce l'obligation que doit respecter la personne qui veut parrainer. L'article 45 permet de présumer qu'une personne est en mesure de parrainer si son revenu est égal ou supérieur au revenu jugé nécessaire aux besoins essentiels de sa famille et celle du parrainé. Selon la demanderesse, cet article n'est qu'un moyen parmi d'autres de démontrer qu'on peut respecter l'engagement tel que prescrit à l'article 44. Elle ajoute que si le

moyen proposé par l'article 45 doit être interprété restrictivement, cela entre en contradiction avec l'article 3 de la *Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration* qui prône la réunification des familles.

Quant à lui, le ministère soutient que le garant doit démontrer qu'il dispose du revenu établi par l'article 45 et que c'est le seul moyen lui permettant d'établir qu'il est en mesure de respecter son engagement et de voir sa demande acceptée.

Le Bureau de révision interprète l'article 44 comme exigeant du garant qu'il démontre sa capacité à remplir son engagement pour la durée de son parrainage et ce, afin d'éviter que pendant la période concernée, la personne parrainée ne soit à la charge de la société. La capacité financière a été déterminée comme incluant le passif et l'actif du garant. L'article 45 n'est pas formulé de façon impérative. Il crée une présomption qui devient pour le garant un véhicule lui permettant d'établir sa capacité de remplir son engagement, en démontrant des revenus égaux ou supérieurs à ceux requis pour les besoins des deux familles dont il aurait la charge. En ce sens, le Bureau de révision accepte donc qu'on puisse admettre d'autres preuves, comme en droit civil, pour dresser le portrait financier du garant. Bien sûr, il sera rare que quelqu'un qui ne dispose pas d'un revenu annuel suffisant pour se prévaloir de ladite présomption puisse démontrer autrement sa capacité de parrainer. En outre, quelqu'un pourrait disposer du revenu demandé à l'article 45 et néanmoins ne pas être en mesure de respecter l'engagement à cause d'obligations trop importantes.

En l'espèce le Bureau de révision n'a pu infirmer la demande du ministère puisque la demanderesse n'a pas démontré en quoi les contributions des enfants affecteraient sa capacité financière. En l'absence d'une telle preuve, le Bureau de révision ne peut simplement additionner les revenus des enfants à ceux de la mère, façon détournée de faire un parrainage conjoint, ce qui n'est pas permis par le règlement. La décision du ministère est confirmée.

Vamvakakis c. Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration (24 mars 1992), B.R.I. 92-016.

La demanderesse requiert la révision du refus de sa demande d'engagement en faveur de sa mère et de sa soeur. Le ministère avait en effet considéré ses revenus inférieurs au minimum requis par l'article 45 du *Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers*.

La demanderesse ne conteste pas l'évaluation de sa capacité financière faite par le ministère; elle demande au Bureau de révision de considérer un nouvel

élément pour déterminer qu'elle a la capacité nécessaire pour respecter son engagement. Or, le nouvel emploi qu'elle invoque a été contracté en raison du refus de sa demande d'engagement.

Le Bureau de révision interprète l'article 33 de la *Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration* comme lui conférant le droit de tenir compte seulement des faits soumis et prouvés lors de l'évaluation faite par le ministère ainsi que de tous les faits qui auraient alors pu être soumis ou considérés.

En l'espèce, comme l'éventualité de ce revenu d'emploi n'était pas envisageable lors de l'évaluation, du fait entre autres qu'il n'a alors pas été question d'un revenu d'emploi additionnel possible, le Bureau de révision maintient la décision du ministère et souligne que la demanderesse n'a pas entamé la procédure appropriée. Elle aurait dû soumettre une nouvelle demande de parrainage en invoquant ses nouveaux revenus.

Annexe 2. Règles de preuve, de procédure et de pratique du Bureau de révision en immigration.

D.467-91, 10 avril 1991, G.O.Q. 1991. II.2070.

Section I Demande de révision

1. La personne qui demande la révision d'une décision du ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration auprès du Bureau de révision en Immigration doit indiquer dans sa demande, en outre de ce qui est prévu à l'article 27 de la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'immigration (L.R.Q., c. M-23.1) édicté par l'article 6 du chapitre 3 des Lois de 1991, si elle renonce à se faire entendre ou choisit d'exposer ses prétentions par écrit.

Dans le cas où la personne désire être entendue lors d'une audition, elle doit aussi indiquer si elle requiert les services d'un interprète.

2. La date de l'oblitération postale ou de la signification de la demande de révision constitue la date du dépôt de la demande au Bureau de révision.
3. Sur réception de la demande, le Bureau de révision expédie un accusé de réception au demandeur et, le cas échéant, à son représentant.
4. Un demandeur, pour être relevé du défaut de respecter le délai prévu à l'article 27 de la Loi doit indiquer les faits et les dates pertinents qui ont rendu impossible le respect du délai de même que ses noms et adresse et, le cas échéant, de ceux de son représentant.

Le Bureau de révision avise le ministre de la présentation d'une telle demande et lui permet d'exposer son point de vue.

5. Le Bureau de révision peut exiger tout renseignement ou document utile pour accorder ou refuser cette demande.
6. Le Bureau de révision accepte ou refuse de relever le demandeur du défaut de respecter le délai prescrit. Il en avise les parties et, le cas échéant, leur représentant ainsi que le ministre.

Section II Audition

7. Le Bureau de révision, avant de procéder à l'audition, peut, au moyen d'un avis d'au moins 10 jours, convoquer les parties et, le cas échéant, leur représentant, à une rencontre préliminaire pour conférer sur les moyens propres à simplifier et à abréger l'audition.

Cet avis indique la date, l'heure et le lieu de cette rencontre.

8. Le Bureau de révision donne aux parties, un avis d'au moins 20 jours de la date, de l'heure et du lieu de l'audition.
9. Le Bureau de révision fournit, sans frais, les services d'un interprète au demandeur qui en fait la demande.
10. Le Bureau de révision peut requérir la comparution de toute personne.
Il peut aussi assigner un témoin et requérir la production d'un document.
11. L'assignation d'un témoin par une partie se fait par subpoena obtenu du Bureau de révision et signifié au moins cinq jours avant le jour fixé pour l'audition.

12. Le Bureau de révision peut accepter tout mode de preuve qu'il croit le mieux servir les fins de la justice. Il peut requérir d'une partie la production d'un document qu'il juge nécessaire. Il donne alors copie du document à l'autre partie.
13. Si, à l'ouverture de l'audition, le demandeur, le ministre ou leur représentant, selon le cas, fait défaut de comparaître, le Bureau de révision dispose de la demande de la façon qu'il juge appropriée.
14. Après avoir prêté serment ou fait une déclaration solennelle, les témoins sont interrogés par chacune des parties ou leur représentant ou par le membre du Bureau de révision.

Le Bureau de révision peut, de son chef ou à la demande d'une partie, ordonner que les témoins déposent hors de la présence de l'une des parties.

15. De sa propre initiative ou à la demande d'une partie, le Bureau de révision peut faire prendre en sténographie ou en sténotypie l'audition ou la faire enregistrer par tout autre moyen.
16. Le Bureau de révision peut, pour cause, accorder la remise ou l'ajournement de l'audition aux conditions qu'il juge à propos.
Aucune remise n'est accordée du seul fait du consentement des parties.
17. Le Bureau de révision peut, lorsqu'il a pris une demande de révision en délibéré, ordonner la réouverture de l'audition aux fins et aux conditions qu'il détermine.
18. Le Bureau de révision dresse un procès-verbal de l'audition dans lequel il inscrit :
 - 1° les noms et adresse des représentants désignés par les parties et qui sont présents;
 - 2° la présence et les noms de l'interprète, le cas échéant;
 - 3° les noms, l'âge, la profession et l'adresse des parties et des témoins;
 - 4° les décisions du Bureau de révision prises lors de la rencontre préliminaire ou de l'audition, selon le cas.
19. Une partie peut, avant ou pendant l'audition, retirer une demande de révision, au moyen d'un avis écrit qu'elle transmet au Bureau de révision.
Le Bureau de révision en avise les parties et, le cas échéant, leur représentant.
20. Les originaux des décisions sont consignés au registre tenu à cette fin au siège du Bureau de révision et une copie conforme de chaque décision est déposée au dossier du demandeur.
21. Les présentes règles ont effet à compter du 1er avril 1991.
22. Les présentes règles entrent en vigueur le quinzième jour qui suit la date de leur publication à la Gazette officielle du Québec.

Annexe 3.

Décret 966-91, 10 juillet 1991, G.O.Q.
1991.II.4211

CONCERNANT les ressources humaines, financières et matérielles du Bureau de révision en immigration

ATTENDU QUE la Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration (1991, c.3) a institué un organisme sous le nom de Bureau de révision en immigration. Cet organisme a une existence légale depuis l'entrée en vigueur de la Loi le 1^{er} avril 1991;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 6 de cette loi qui édicte l'article 24 de la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration met à la disposition du Bureau de révision, dans la mesure et aux conditions déterminées par le gouvernement, les ressources humaines, financières et matérielles requises;

ATTENDU QU'en vertu de l'élément 4 du programme 1 (Communautés culturelles et Immigration) des crédits du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, un montant de 174 200,00 \$ a été prévu pour le fonctionnement - personnel et le fonctionnement - autres dépenses - du Bureau de révision en immigration;

ATTENDU QU'en vertu de l'élément 3 de ce même programme, un montant de 125 800,00 \$ a été réservé pour couvrir les frais de loyer, d'aménagement, de téléphonie et d'ameublement;

ATTENDU QU'un poste d'agent de recherche en droit et un poste de secrétariat sont jugés nécessaires pour répondre aux besoins du Bureau de révision en immigration;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration :

QU'un montant de 300 000,00 \$ soit identifié, à même les crédits du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration comme étant à la disposition du Bureau de révision en immigration pour répondre à ses besoins en ressources financières et matérielles;

QUE deux années personnes soient réservées, à même les effectifs autorisés du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration pour répondre aux besoins en ressources humaines du Bureau de révision en immigration.

Le greffier du Conseil exécutif.

BENOÎT MORIN

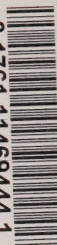
Composition typographique : Mono-Lino inc.

Achevé d'imprimer en septembre 1992

sur les presses de l'imprimerie

Auger inc. à Pointe-du-Lac

3 1761 11469444 1



Imprimé sur papier
contenant 50 % de fibres recyclées
dont 5 % désencrées.

ISBN 2-551-15277-1



90000



9 782551 152773

Imprimé au Québec (Canada)



Gouvernement du Québec
Bureau de révision
en immigration

2.00 \$